



# ACTU DES LYCÉES PROS

AFFICHAGE SALLE DES PROFS

N° 7

12 juin 2012

## RENCONTRES MINISTÉRIELLES

La FSU a été reçue par le premier ministre le 31 mai et le même jour par la ministre de la Fonction publique. La FSU a rappelé ses principes, ses propositions et l'exigence d'une rupture avec le type de négociations antérieures.

**La FSU a porté le refus d'une politique d'austérité, la demande d'une relance avec des mesures fortes** : une réforme de la politique fiscale profonde, un financement des services publics. **Des mesures immédiates doivent être prises** pour l'emploi, les salaires, les pen-

sions, la formation, la santé ... et bien sûr contre la précarité.

Les personnels de la Fonction publique ont aussi besoin d'être reconnus dans leur travail et valorisés dans leurs missions. Ils refusent les mesures injustes de l'ancien gouvernement comme la journée de carence et le déniement permanent des fonctionnaires.

La FSU et ses syndicats enseignants (SNUEP, SNES, SNEP, SNUipp) ont aussi été reçus par le ministre de l'Éducation nationale lundi 4 juin.

Le SNUEP-FSU quant à lui sera

reçu le 20 juin et il portera plus précisément les revendications concernant l'enseignement professionnel :

- *abrogation des lois Cherpion*
- *remise à plat du Bac Pro en 3 ans et de la généralisation des CCF*
- *la formation des PLP*
- *la fin des mouvements et dispositifs spécifiques, type ECLAIR*
- *un plan de titularisation et un reclassement des non titulaires*
- *enfin une réelle rénovation et promotion de la voie professionnelle au-delà de l'incantation.*

### LU au BO

#### BO N°23 du 7 juin 2012

##### Concours de recrutement

Personnels enseignants des 1er et 2nd degrés, CPE et conseillers d'orientation-psychologues - session 2013  
note de service n° 2012-090 du 23-5-2012

##### Programme Éclair

Liste des écoles et des établissements scolaires publics inscrits : modification  
arrêté du 9-5-2012

#### BO n° 22 du 31 mai 2012

##### Mention complémentaire

« Métiers de l'eau » : abrogation  
arrêté du 24-4-2012 - J.O. du 5-5-2012

#### BO N° 21 du 24 Mai 2012

##### Classes préparatoires au bac pro

Modules spécifiques du programme d'enseignement de sciences physiques et chimiques  
arrêté du 13-4-2012 - J.O. du 27-4-2012

**Bac Pro** « Procédés de la chimie, de l'eau et des papiers-cartons » : création et modalités de délivrance arrêté du 13-4-2012 - J.O. du 24-4-2012

## CT Ministériel le 20 juin

Sont enfin mis à l'ordre du jour du CTM le décret d'application mettant fin aux vacances, et celui abrogeant le décret de l'ancien gouvernement sur l'évaluation des enseignant-es.

Par contre, il n'est pas envisagé de supprimer l'obligation d'avoir le CLES et le C2E2I, dans le cadre des concours d'enseignant-es. Le ministère prévoit un report de l'obligation de les fournir (report d'un an). Ils seraient exigés au moment de la titularisation et non plus au moment de la stagiairisation, cas le plus courant en dehors des dérogations. *Que deviennent les dérogations ?*

Nous savons que ce point est particulièrement problématique pour les candidat-es aux CAPLP qui très souvent n'ont pas accès à la préparation de ces certifications et sont majoritaires dans les 20 % ne pouvant pas les fournir. *Quels dispositifs va mettre en place le ministère pour les PLP ?*

Dans l'état actuel des choses, le SNUEP-FSU demande toujours l'abrogation de l'exigence de ces certifications pour les PLP.

**Pour l'enseignement professionnel**  
**Ne lâchons rien !**

**SNUEP**  
F.S.U.

## INTERSYNDICALE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Face aux défis de la réindustrialisation de la France le **SNUEP-FSU considère que la formation professionnelle initiale est un élément déterminant.**

Le service public de la formation initiale sous statut scolaire doit rester l'outil de qualification indispensable qui forme les ouvrier-es et les technicien-nes de demain dans l'ensemble des secteurs d'activité.

**C'est pour cela que le**

**SNUEP-FSU considère qu'il faut agir au plus vite et ouvrir un dialogue entre l'état, les régions et les partenaires sociaux pour mettre en place une toute autre politique.**

Les syndicats de la FSU ont donc sollicité l'ensemble des syndicats de l'intersyndicale de l'enseignement professionnel public pour interpeler ensemble le 1er ministre à propos de nos inquiétudes sur l'équilibrage apprentissage/

formation sous statut scolaire, et sur le pilotage de la carte des formations de la voie professionnelle.

**Nous avons reçu une réponse positive de la CGT, de la FAEN et du SNALC-FGAF.**

Par contre le SGEN-CFDT, le SE-UNSA et le SNETAA préfèrent rencontrer individuellement les ministres dans des bilatérales et renvoient à la rentrée toute action commune.

### ENQUETE CCF

Au 12 juin nous avons **1250 collègues** qui avaient renseignés l'enquête sur les CCF de toutes les disciplines dans toutes les académies. L'enquête continue jusqu'à la fin juin.

- ◆ 84 % avaient une ancienneté de 6 à plus de 15 ans
- ◆ 54 % de femmes
- ◆ 5 % ne respecte pas du tout la grille nationale
- ◆ 64 % y consacre de 4 à 16 heures et 29 % plus de 16 h
- ◆ 30 % estime que le matériel et l'environnement pour la mise en œuvre sont insuffisants
- ◆ 95 % estiment que la charge de travail c'est accrue
- ◆ 33 % des élèves avec une absence justifiée sont reconvoqués jusqu'à ce qu'ils viennent et 17 % lorsqu'ils n'ont pas de justification, la décision de reconvoquer appartient à l'administration pour 38 %
- ◆ 78 % ont noté la régression sur les modalités d'évaluation
- ◆ 57 % pense que cela a des répercussions sur la qualité de l'enseignement et 87 % sur la qualité des diplômes
- ◆ 64 % des élèves s'impliquent moins dans leur formation et pour 80 % le niveau des lauréat-es régresse
- ◆ 95 % des professeurs estiment que le Bac Pro ne peut pas avoir la même valeur avec la généralisation des épreuves en CCF

**L'enquête continue jusqu'à la fin juin :**

**[www.snuep.com](http://www.snuep.com)**

### ASSISES NATIONALES GRETA

Les personnels de Greta et 9 organisations syndicales, dont le SNUEP-FSU, ont organisé des assises nationales le 7 juin pour faire le **point sur la situation des Greta et leur transformation en GIP**. Une déclaration commune demande au ministre de l'Éducation nationale de recevoir une délégation, dans les plus brefs délais.

L'intersyndicale attend du nouveau gouvernement la décision que le précédent gouvernement avait refusé de prendre malgré l'expression unanime de toutes les organisations : **suspendre immédiatement le processus** de transformation en GIP. Les syndicats demandent l'ouverture immédiate d'une véritable négociation.

*L'intersyndicale est reçue :  
le jeudi 14 juin au ministère.*

**Pour l'enseignement professionnel**  
**Ne lâchons rien !**

**SNUEP**  
F.S.U.